

STANISŁAW RABIEJ  
Opole – Praga

## LE CHEMINE POLONAISE VERS L'UNION EUROPEEN<sup>1</sup>

La Pologne c'est un pays qui, en 1989, passait du communisme à la démocratie, au terme d'une révolution non violente se fixant pour but une politique fondée sur le respect des valeurs de dignité et de solidarité. Puis, sans demander au peuple son avis, appliquez l'habituel traitement de choc néolibéral, fait de rigueur économique et de pensée unique. Le système politique et économique a changé. Même en suivant l'ancienne lettre de la loi, il y a lieu de se conduire différemment car son interprétation est nécessairement différente. La rapidité et l'étendue des changements sont le mieux illustrées par le fait que les communistes, c'est-à-dire des hommes élèves dans le totalitarisme, aujourd'hui devenus des post-communistes, apprennent la démocratie<sup>2</sup>

### 1. Une thérapie de choc

La capitale et, plus encore, les villes de province ont bien changé: tous ces immeubles de bureaux ultramodernes, ces hôtels de luxe, ces salons Dior ou ces Mercedes. Disparus la grisaille d'antan, les magasins vides, les files d'attente, entrez dans les librairies, on peut enfin acheter n'importe quel livre. Mais, paradoxalement, on lit moins, maintenant que tout est disponible, qu'autrefois, quand les meilleurs ouvrages se passaient sous le manteau. Ceux qui ont de l'argent ne s'intéressent guère à la culture, et ceux qui l'aiment sont souvent paupérisés.

La vie culturelle n'est plus ce qu'elle était sous le communisme, malgré la censure. Les théâtres se meurent; la production cinématographique périlite loin des chefs-d'œuvre d'Andrzej Wajda et Krzysztof Zanussi; on se demande quand a été publié le dernier bon livre. Certes, il reste quelques oasis de culture se battant contre vents et marées, dans la musique surtout, avec par exemple l'Opéra de chambre de Varsovie. Mais qu'importe: le mot d'ordre est de gagner de

---

<sup>1</sup> Tekst był osnową wykładu wygłoszonego podczas polsko-szwajcarskiego sympozjum, organizowanego przez Polską Radę Ekumeniczną: *Polen vor dem EU Beitritt – gesellschaftspolitische Herausforderungen* (Warszawa, 22-26 września 2003).

<sup>2</sup> Z. KRASNODĘBSKI, *Demokracja peryferii*, Gdańsk 2003.

l'argent, le plus vite possible et par tous les moyens. Un matérialisme a chassé l'autre, et celui de l'argent roi ne présente pas mieux que le matérialisme dialectique d'hier.

Que l'opposition était belle sous le communisme. Que Solidarność était exaltante. Tous ceux qui ont aimé la Pologne en lutte ne la reconnaissent plus. Un américain, en poste à Varsovie il y a quinze ans et revenu comme conseiller d'ambassade, se lamente: „Je voulais retrouver ce pays où l'on pouvait discuter des nuits entières avec des intellectuels fascinants, mais, dans cette Pologne, plus personne n'a de temps pour rien, tout tourne autour du profit, on trouve des McDonald's à chaque coin de rue: une Amérique du pauvre”<sup>3</sup>

Certes, tout ne va pas mal pour tout le monde. De 10% à 15% des gens vivent bien, parfois très bien. Si un professeur d'université gagne 600 euros, un PDG reçoit autant, sinon plus, que son homologue occidental. Tout sert cette «élite» de l'argent. On professe le néolibéralisme, mais l'Etat n'a pas disparu: au lieu de se soucier des plus démunis, il s'est mis au service des entreprises et des riches (exonération de taxes pour les firmes, réduction d'impôts pour les riches, dilapidation des biens publics pour l'enrichissement du secteur privé).

L'excellente sociologue Jadwiga Staniszkis parle de capitalisme d'Etat. Nombre d'ex-directeurs d'entreprises communistes dirigent désormais des sociétés à responsabilité limitée. Les barons de l'ancien régime s'en sortent bien; ils contrôlent les deux tiers du nouveau business et la moitié de l'administration. Ils s'entendent d'ailleurs fort bien avec les anciens leaders de l'opposition, eux aussi rapidement enrichis. Les uns et les autres se partagent les juteux marchés publics. La nouvelle nomenklatura se serre les coudes.

Peu de dirigeants échappent à l'amoralité et à la corruption régnantes. Pratiquement aucun marché ne s'obtient sans que les décideurs touchent leur part du gâteau. La corruption gangrène tous les niveaux, au point qu'on n'obtient d'une mairie dans des délais convenables plus un document sans payer le fonctionnaire responsable. Un journal publiait même récemment, sans aucune conséquence, les tarifs d'achat des arbitres des matches de football, plus élevés quand on change de division<sup>4</sup>

## 2. Une révolution trahie

La décentralisation s'est révélée une calamité: elle débouche sur la dissémination d'une multitude de mafias locales mettant en coupe réglée leur territoire. A preuve, les fortunes amassées par la plupart des élus locaux en quelques années. Le directeur d'une firme de relations publiques chargé par l'Union euro-

<sup>3</sup> CH. SAINT-ETIENNE, *La puissance ou la mort. L'Europe face – l'empire américain*, Paris 2003.

<sup>4</sup> B. DRWESKI, *L'Union européenne fait peur aux Polonais*, „Le Monde diplomatique” (2001)1, 5.

péenne d'introduire, tous frais payés, des projets permettant aux municipalités d'améliorer la transparence et les liens avec le citoyen se lamentait de ne pas trouver de villes intéressées.

L'Etat de droit reste illusoire. La justice paraît souvent préférer le gangster à la victime. D'ailleurs, sa lenteur fait qu'il vaut mieux essayer de s'entendre à l'amiable, voire par mafia interposée, que de tenter de faire respecter ses droits. Jungle libérale oblige, quiconque en a les moyens peut obtenir l'autorisation de faire n'importe quoi, y compris de construire un palais en béton au milieu d'un parc national.

L'Occident a largement contribué à cette dépravation. En 1990, une personnalité occidentale disait: „Solidarność, c'était bien gentil comme machine de guerre contre le communisme, mais, maintenant, soyons sérieux, il n'est plus temps de parler de justice sociale et de participation syndicale”<sup>5</sup> Le capital international s'est donc payé sa petite Pologne. Toutes les firmes qui valaient quelque chose ont été rachetées, les responsables polonais étant trop heureux de boucher les trous du budget avec les revenus de la privatisation.

Grâce à cette dernière, la Pologne a fait quelque temps illusion – la presse occidentale parlait même de miracle. Mais la source se tarit. Entre-temps, les compagnies occidentales contrôlent la quasi-totalité du secteur bancaire, les deux tiers des entreprises et l'essentiel des médias. Que reste-t-il de la Pologne, bradée, et même pas au plus offrant?

L'envers du décor, c'est une croissance tombée à 1%, un déficit des échanges et du budget de plus en plus dramatique, un taux de chômage qui approche les 20%. La moitié des familles vivent au niveau du minimum vital ou en dessous. Les paysans végètent dans le dénuement; les retraités se partagent les rues où chacun peut fouiller dans les ordures ménagères. Une fois de plus, la faillite néolibéral éclate: il ne sert à rien de donner tous les avantages aux riches et aux entreprises si l'on n'améliore pas les conditions de vie du plus grand nombre et si l'on ne crée donc pas un marché stimulant l'économie. En fin de compte, les producteurs eux-mêmes en font les frais.

L'Etat n'a pas d'argent. Comment pourrait-il en avoir puisqu'il est dilapidé? On réduit donc sans cesse les bénéfices sociaux, la couverture maladie, les indemnités de chômage. Les premières décisions prises par le nouveau gouvernement de gauche allaient précisément dans ce sens. Puisqu'on donne aux riches, il faut bien économiser sur les pauvres. Chaque gouvernement – lié à Solidarność comme à la gauche postcommuniste – poursuit la même politique. Arriver au pouvoir ne signifie pas changer de politique, mais avoir accès au gâteau.

Gouvernements et responsables politiques de tous bords (à de rares exceptions près) sont à la botte. Anciens communistes en tête: habitués, autrefois, à exécuter les directives du Kremlin, il ne leur est pas difficile d'obéir désormais

---

<sup>5</sup> B. MARGUERITTE, *La Pologne malade du libéralisme*, „Le Monde diplomatique”, (2002)10, 17.

aux oukases de la Banque mondiale. Le principe ne varie guère, mais, cette fois, il y a de l'argent à gagner. Rien à craindre des médias: ils approuvent – comme ce rédacteur en chef adjoint d'un grand hebdomadaire qui qualifiait récemment d'analphabètes les adversaires du néolibéralisme, ou ce quotidien qui qualifiait les participants au rassemblement de Porto Alegre de hooligans et d'homosexuels<sup>6</sup>

A long terme, le plus grave est que tous ces gouvernements ont réduit au minimum les dépenses budgétaires affectées à l'éducation, à la recherche, à la culture et à la santé. Il faudra en payer les conséquences dans dix ans, et le réveil sera rude. Déjà, tous les chercheurs qui le peuvent fuient vers l'étranger, plus que sous le communisme. Un jeune manager travaillant pour une firme occidentale confiait: „Pourquoi devrions-nous dépenser de l'argent pour la recherche et l'éducation? Nous n'avons pas besoin de chercheurs: les technologies de pointe nous sont fournies par les entreprises occidentales qui investissent chez nous; ce qu'il nous faut, c'est 10% de brillants managers et une masse ouvrière peu payée pour faire venir les firmes de l'Ouest”<sup>7</sup>

### 3. Du flamme de Solidarność au néolibéralisme

Selon un récent sondage, 56% des Polonais estiment que les années 1970 furent les meilleures de l'après-guerre; seuls 20% mentionnent l'époque actuelle. En réalité, le matérialisme néolibéral a échoué en Pologne aussi tragiquement que le matérialisme communiste. Recteur de la Haute Ecole économique et humaniste, le professeur Jozefina Hrynkiewicz écrit: „La conception libérale, de même que la conception socialiste, sont des conceptions utopiques... Faire marche arrière après la réalisation d'utopies sociales est très coûteux pour le pays. La Pologne fait l'expérience aujourd'hui du coût de l'abandon de l'utopie socialiste. Cela ne nous a malheureusement pas préservés de tomber dans l'utopie libérale, aussi nuisible” On a trahi la révolution de Solidarność, qui avait pourtant placé la Pologne à l'avant-garde de la recherche d'une nouvelle politique et d'une nouvelle économie fondées sur les valeurs morales et spirituelles.

L'Eglise elle-même, traditionnel garant de la polonité, n'échappe pas au malaise néolibéral. Elle paraît loin de l'engagement de Jean Paul II qui, lors de sa visite en 2002, a confirmé qu'après avoir contribué à terrasser le monstre du communisme il entendait consacrer ses dernières années à lutter contre l'hydre du capitalisme néolibéral, autre face de la même médaille matérialiste. Il faut, a-t-il rappelé à ses compatriotes, construire un programme fondé sur la miséricorde, la justice sociale et la solidarité. „Je sais, leur a-t-il dit, que nombreux

<sup>6</sup> B. CASSEN, *Une Europe de moins en moins européenne*, „Le Monde diplomatique”, 1 (2003), 8-9.

<sup>7</sup> P. LENAIN, *Pologne: une transition réussie*, „L'Observateur OCDE”(5 octobre 2000), 7.

sont ceux qui observent et jugent de façon critique un système qui essaie de conquérir le monde et qui est inspiré d'une vision matérialiste de l'homme (...) à l'heure même où une propagande bruyante du libéralisme d'une liberté sans vérité ni responsabilité se renforce y compris dans notre pays" Et le pape de rappeler que l'Eglise doit se soucier avant tout de ceux qui sont au chômage, de ceux qui vivent dans une pauvreté de plus en plus grande, sans perspective d'amélioration de leur sort ou de celui de leurs enfants.

A quoi donc se raccrocher? Dernier mythe à la mode, l'entrée dans l'Union européenne, censée résoudre tous les problèmes. Mais que pourra faire dans l'Union un pays en proie à un tel désarroi? Les dirigeants polonais se battent pour obtenir davantage de fonds européens, mais ils n'arrivent pas à utiliser tous ceux qui leur ont déjà été attribués: sur 1 milliard d'euros, moins de la moitié a été investie.

Au demeurant, l'entrée de cette Pologne exsangue pourrait bien représenter pour l'Union un cadeau empoisonné. Pas seulement par les nouveaux problèmes qu'elle va créer, notamment pour les paysans français, mais aussi parce que ce pays, au pro américanisme primaire, se veut le cheval de Troie de Washington au sein de l'Union. Certains ne cachent pas leurs sentiments, tel M. Leszek Balcerowicz, président de la Banque nationale, qui confiait récemment que la Pologne devait entrer dans l'Union, même si lui-même jugeait le modèle européen encore un peu social, et donc bien inférieur au modèle américain pur et dur.

Un seul pays de l'ancien bloc de l'Est a nettement dépassé le niveau du PIB qui était le sien en 1989: la Pologne. C'est pourquoi la plupart des commentateurs occidentaux qualifient celle-ci de bon élève de la classe difficile des pays en transition vers le capitalisme. Pourtant, si une couche d'hommes d'affaires enthousiastes a émergé, l'humeur de la masse de la population semble plutôt morose après une décennie de restructurations. C'est au tour des héritiers de Solidarité, au pouvoir, d'être touchés par la désillusion, alors que les ex-communistes peuvent ainsi rassembler les nostalgiques de la Pologne populaire et certains milieux d'affaires.

Ce pays bradé, vendu à l'étranger, corrompu, n'est pas la Pologne. Le grand slogan de Solidarność en 1980 affirmait: Que la Pologne soit la Pologne! Il reste d'actualité. Le mouvement est en marche. Il suffit d'aller dans les aciéries et les mines ou à la rencontre des chômeurs dans les petites villes pour se rendre compte que le feu couve sous la cendre. La flamme de Solidarność va rejaillir. Ce pays n'est pas mort. Il rejettera demain le néolibéralisme comme il a rejeté le communisme et reconstruira une politique et une économie fondées sur le respect de la personne humaine, dans la dignité et la justice sociale. La Pologne étonnera encore et redeviendra un exemple et une inspiration.

## Polska droga do Unii Europejskiej

### Streszczenie

Autor artykułu analizuje stopień przemian w Polsce posolidarnościowej. Ideały, które wpisał w swój program robotniczy ruch, musiały ulec bolesnej weryfikacji w toku przemian torujących drogę Polski do Unii Europejskiej. Szybkie zmiany w relacjach polityczno-gospodarczych odcisnęły piętno na mentalności wielu odpowiedzialnych za obecną kondycję kraju, uchodzącego do niedawna za ostoję katolicyzmu i chrześcijańskiej moralności. Pewne rozczarowania wśród mieszkańców nad Odrą i Wisłą spotykają się z podobnymi odczuciami powracających tu obcokrajowców. Często towarzyszy im tęsknota za Polską, gdzie nie szcędzono czasu na dyskusje filozoficzno-światopoglądowe, gdzie nie brakowało ambitnej sztuki tworzonej przez twórców identyfikowanych z opozycją. Dzisiejszy kształt przemian odzwierciedlają pojawiające się centra handlowe, przemyskające limuzyny, dostrzegalna powszechnie „Macdonalizacja” codzienności.

Mimo tak nieodpartej pogoni za przemianami w duchu neoliberalizmu nie brakuje w Polsce głosów i działań wskazujących na potrzebę innego kierunku transformacji. Jak zawsze, od ponad ćwierćwiecza, należy tu wsłuchać się w głos Papieża, który z całym realizmem wskazuje miejsce Polski wśród krajów dzisiejszej UE, ale jednocześnie przypomina o wartościach warunkujących pomyślny rozwój społeczeństwa, odczuwającego głód radykalnych przemian. Autor swoją wypowiedź kończy szczyptą optymizmu. Wyraża przekonanie w to, że tak jak w latach osiemdziesiątych XX stulecia w kraju nad Wisłą zapłonął ogień solidarności, tak też na początku nowego stulecia wznieci się tam płomień torujący drogę ku nowej Europie, wolnej od nieokiełzanego liberalizmu. Udana próba przewyciężenia komunizmu może tu dodać animuszu do przebudowy struktur w duchu personalizmu chrześcijańskiego.

W interesie Polski leży, aby liberalizm gospodarczy w Unii nie szedł w parze z politycznym eurosceptycyzmem, a ambicje polityczne dla Europy nie łączyły się z zacofanym etatyzmem. Jeśli taka byłaby alternatywa, trudno byłoby o dobry wybór. Polska doktryna europejska, która na razie się kształtuje, musi być zgodna z wizją przebudowy państwa, która też nie została jeszcze sformułowana. Dopiero jedno i drugie da Polsce autorytet i siłę, aby wpłynąć na decyzję, w jakim kierunku pójdzie Unia Europejska. A to właśnie kierunek integracji, a nie jej tempo, jest przedmiotem wyboru, którego musi dokonać Europa.